

Commission : Conférence des Parties (COP)

Question : Faut-il démondialiser pour répondre à l'urgence climatique ?

Pays représenté : Australie

L'Australie est consciente que la protection de l'environnement est importante pour notre planète. Cependant, elle est convaincue que la mondialisation est essentielle pour l'économie mondiale. Certes, la mondialisation a contribué à accentuer les dommages environnementaux majeurs que nous connaissons aujourd'hui. Cependant cette responsabilité est avant tout indirecte. Certaines mesures politiques nationales, régionales et internationales, ont permis d'atténuer les effets néfastes de la mondialisation sur l'environnement. Certaines solutions peuvent même provenir des mécanismes de la mondialisation elle-même.

Pour l'Australie, l'économie est d'autant plus importante qu'il ne faut la sacrifier pour rien. La mondialisation est l'outil principal qui permet à cette économie de fonctionner de la manière la plus optimale possible. L'Australie a conscience que la mondialisation est en partie responsable des dégâts environnementaux, mais sans cette dernière, l'économie Australienne viendrait à baisser considérablement. En effet, 45% des ressources de ce pays proviennent des ressources minières. Certes, la mondialisation favorise les émissions de CO2 dues aux transports.

L'Australie étant une île, elle a encore plus besoin d'exporter ses ressources pour faire fonctionner l'économie et d'en importer pour satisfaire les besoins du pays que n'importe quel Etat ayant des pays limitrophes. Il est donc préférable pour l'Australie de favoriser les échanges avec d'autres continents. L'Australie est très bien intégrée dans le commerce mondial puisqu'elle est la 13^{ème} puissance économique de la planète avec 1,25 % du PIB mondial. Elle est 20^{ème} exportateur et 19^{ème} importateur mondial et représente 2 % de la capitalisation boursière mondiale. L'Australie dispose du 4^{ème} PIB de la zone Asie-Pacifique, avec 4,8 % du PIB régional.

Les mutations économiques de ces dernières décennies : mondialisation, baisse des cours des matières premières, ont obligé l'Australie à s'écarter de sa politique économique traditionnelle qui consistait à exporter minerais et produits agricoles et à protéger son secteur industriel par des barrières douanières. Il y a donc eu une prise de conscience de l'Australie de la nécessité de diversifier son économie pour la mettre en mesure d'affronter la concurrence internationale et de mieux intégrer une région Asie-Pacifique en pleine expansion.

Depuis 1983, les gouvernements travaillistes ont ainsi mis en œuvre une politique libérale dont les maîtres mots étaient déréglementation, mondialisation et flexibilité.

L'Australie est, depuis ces vingt dernières années, un des pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) les plus attractifs pour les investissements étrangers. La forte croissance que connaît l'économie australienne, la modernisation du marché du travail, une volonté d'insertion dans le monde asiatique et, plus largement, dans l'économie mondiale sont autant d'éléments favorables au développement des investissements directs étrangers en Australie. L'Australie n'est donc pas restée en marge de la grande vague d'investissements internationaux que connaît l'économie mondiale depuis le début des années 80. Selon les statistiques de l'Australian Bureau of Statistics, de 3,6 milliards de dollars australiens (AUD) en 1986, les flux d'investissement directs étrangers sont passés à plus de 10 milliards d'AUD aujourd'hui. Ils représentent aujourd'hui plus de 160 milliards d'AUD, soit 30 % environ du PIB australien, contre 17 % au début des années 80. Il y a donc une part croissante de l'économie australienne qui est sous contrôle de capitaux étrangers.

La mondialisation est donc très favorable à l'économie de ce pays. Cependant celui-ci est victime du fort dérèglement climatique que subit la Terre et dont il est en partie responsable.

L'année dernière, les feux qui ont ravagés plus d'un million d'hectare de forêt et tué environ un demi-milliard d'animaux ont lourdement impacté notre pays. Effectivement, L'Australie a vu sa faune et sa flore dévastées en très peu de temps ce qui a laissé une trace indélébile dans l'esprit de nos citoyens. C'est pourquoi tous les gouvernements des États et des territoires continentaux du pays ont pris des engagements ambitieux ou légiférés en faveur de zéro émission de CO2.

L'Australie affirme être sur la bonne voie pour atteindre son objectif fixé pour 2013 lors des Accords de Paris, soit 26 à 28% de réduction de gaz à effet de serre à compter de 2005. De plus, la croissance des énergies renouvelables dans le secteur de l'électricité est très rapide. Par exemple, l'État d'Australie du Sud a un objectif de 100% d'énergies renouvelables d'ici 2030 et d'autres ont également des objectifs ambitieux pour 2030. Il existe également des innovations de pointe dans le secteur de l'électricité pour s'adapter à la croissance rapide des énergies renouvelables.

Le gouvernement australien a rejeté les conclusions du rapport spécial du GIEC sur le réchauffement climatique, et a interrompu son financement au Fonds vert pour le climat (FVC), a ignoré l'appel du secrétaire général de l'ONU et de ses voisins insulaires du Pacifique à accroître son action climatique, sans parler du désir exprimé par les Australiens pour plus d'action - et ses émissions continuent d'augmenter. Les émissions australiennes provenant des combustibles fossiles, des émissions de gaz à effet de serre et de l'industrie continuent d'augmenter.

La stratégie nationale de l'hydrogène publiée en novembre 2019 risque de devenir une stratégie de l'hydrogène brun en faveur du renforcement des technologies de capture et de stockage du charbon et du carbone

Le gouvernement continue d'envisager de garantir une nouvelle production d'électricité au charbon et de prolonger la durée de vie des anciennes centrales à charbon - ce qui est totalement incompatible avec la nécessité d'éliminer progressivement le charbon dans le monde d'ici 2040.

L'Australie ne pense donc pas qu'il est nécessaire de démondialiser pour répondre à l'urgence climatique. Cependant, on constate une discordance entre les volontés de gouvernementales qui se soucient peu de l'écologie et celles des régions, beaucoup plus impliquées dans la lutte contre le réchauffement climatique.